

Nouméa, le 16/01/2023

N/Réf. : CV/23.01.1653/SDE

ix.

Direction de l'Aménagement de l'Équipement et des
Moyens

Service Aménagement et Urbanisme

Province Sud

Objet : Avis dans le cadre de l'enquête administrative de la révision du plan d'urbanisme directeur (PUD) de la commune de Boulouparis.

Madame la Directrice,

Le 10 novembre 2022, vous avez sollicité l'avis de la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA-NC), en qualité de membre du comité d'études, concernant la révision du plan d'urbanisme directeur (PUD) de la commune de Boulouparis et nous vous en remercions.

Concernant le projet présenté, nous souhaitons tout d'abord rappeler que l'artisanat regroupe au sein de la commune **176 entreprises** dans les 4 secteurs que sont l'alimentation, le bâtiment, les services et la production-fabrication, soit une densité artisanale de 522 établissements pour 10 000 habitants. C'est la 3^{ème} commune de la Nouvelle-Calédonie du point de vue de la densité artisanale.

Nous avons pu bénéficier d'une présentation du projet de PUD par les services de la mairie le 11 janvier 2023, ce qui nous a permis d'appréhender tous les aspects de cette révision. Je tiens, à cet effet, à remercier Monsieur Kélian Rivaton, directeur des services techniques, du développement, des patrimoines et des usages, et Madame Valérie Trahan, adjointe au maire de Boulouparis, pour cette présentation aux membres élus de la CMA-NC.

Les observations de la CMA-NC sur le projet de PUD sont les suivantes :

1. La variété des zones d'installation

À la lecture des différents documents fournis, nous avons constaté que l'artisanat est autorisé à s'implanter dans un grand nombre de zones :

- UA – zone centrale du village,
- UB – zone résidentielle,
- UT – zone touristique,
- UL – zone de loisirs,
- AC – zone agricole constructible (sous condition de rattachement à une exploitation agricole),
- UAE – zone d'activités économiques.

Cette diversité dans les possibilités d'implantation (à proximité des habitants ou des touristes, dans le centre du village, dans des zones dédiées à l'artisanat, en complémentarité d'autres activités, ...) répond aux différents besoins des artisans en matière d'installation.

La CMA-NC souhaite saluer cette prise en compte de l'hétérogénéité des métiers de l'artisanat (artisanat d'art, coiffure, boucherie, mécanique, transformation de fruits, menuiserie, maçonnerie, terrassement, ...) qui est essentielle au maintien et au développement de l'artisanat dans la commune. Cette prise en compte évite d'écarter des activités artisanales dites « de proximité » qui ont vocation justement à s'implanter dans les zones d'habitation.

2. Les zones d'activités économiques

L'article UAE 2, qui liste les occupations autorisées à s'implanter dans les zones UAE et dans les secteurs UAEC, ne mentionne pas les activités artisanales pour ce dernier type de zone (UAEC). Or les secteurs concernés par le zonage UAEC (Tomo, Port Ouenghi et Hippodrome) constituent des pôles de consommation intéressants pour les entreprises artisanales. Ainsi, il nous semblerait pertinent d'ajouter dans la partie concernant les secteurs UAEC l'autorisation de constructions à destination d'artisanat.

De plus, nous saluons le projet d'extension de la zone d'activités économiques, qui offrira davantage de foncier aux entreprises artisanales.

Par ailleurs, lors de la présentation par les services de la mairie du projet de PUD, nous avons été informés de la démarche de vente à paiements différés, qui a été mise en place pour une dizaine de lots dans la zone actuelle. Ce dispositif constitue un véritable levier d'implantation des artisans, qui rencontrent régulièrement des difficultés de financement. Nous espérons que ce type de soutien sera renouvelé pour les futurs lots de l'extension de la zone d'activités.

En conclusion, la Chambre des métiers et de l'artisanat est favorable à ce projet de révision qui reconnaît l'artisanat comme un véritable acteur de l'économie et de la qualité de vie des habitants et qui répond aux besoins des entreprises artisanales.

Dans l'attente de pouvoir poursuivre notre collaboration sur ces sujets d'urbanisme, nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de notre considération distinguée.

La Présidente

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Elizabeth Riviere', with a large, sweeping initial 'E'.

Elizabeth RIVIERE